

Le président: Il en est ainsi.

Le sénateur Fergusson: On y trouve aussi à redire.

Le président: Comme monsieur McQueen l'a indiqué, à cette époque de l'année où nous remettons nos formules d'impôt, tout le monde récrimine.

M. McQueen: C'est peut-être l'un des aspects que vous serez le plus intéressé à examiner, monsieur le sénateur, lorsque quelques-uns des pauvres paraîtront devant vous.

On m'a signalé une étude faite au Wisconsin, et dont il ressort que les pauvres eux-mêmes ne trouvent pas tellement à redire à l'examen des moyens d'existence. Si on leur accorde la faculté de choisir, ils préfèrent des allocations suffisantes. Cette considération prime l'inconvénient qu'ils peuvent relever dans la vérification des ressources financières.

Cet aspect plus ample de l'octroi d'aide à ceux qui en ont le plus besoin sera présent à votre esprit, durant toutes les séances, j'en suis sûr. A notre sens, il n'y a pas de réponse facile, tranchée, à priori.

Le président: Bien entendu, notre loi sur la sécurité de la vieillesse combine les deux systèmes, ce qui constitue le meilleur exemple, car il tire le meilleur des deux. Puis, nous avons la sélectivité.

M. McQueen: C'est exact. La sélectivité en plus de l'universalité.

M. McQueen: Parfaitement.

Le président: C'est le meilleur exemple que l'on possède, mais la grande question controversée qui s'élève dans notre esprit, que nous l'admettions ou non, est celle-ci à l'heure actuelle: faut-il octroyer les allocations familiales à tous ceux qui remplissent les conditions prescrites, ou seulement à ceux qui en ont besoin? Je connais votre façon de voir et qui est marquée au coin du bon sens. Vous dites en même temps que nous devons envisager l'aspect politique de la chose.

M. McQueen: Assurément.

Le président: Et bien entendu, c'est ce que les hommes politiques devront faire. Aucun cas où l'on ait réduit ou abrogé les allocations durant les quarante ans que j'ai passés dans la politique n'est venu à ma connaissance. Veuillez m'en signaler un. Vous en connaissez peut-être; moi, pas.

M. McQueen: J'espère vous avoir donné une certaine idée...

Le président: Vous l'avez fait.

M. McQueen: ...de quelques-unes des considérations opposées de part et d'autre.

Le sénateur Pearson: Il y a réduction dans le cas des enfants qui cessent de toucher les allocations à un certain âge. En l'espèce, le père n'encaisse plus le chèque qui lui permettait d'aller à la taverne.

Le président: D'accord, mais cela était prévu dès l'établissement du projet. Mais par contre une augmentation se produit avec le vieillissement des enfants. Vous vous rappellerez peut-être que, dans la province de Québec, le gouvernement va plus loin, il augmente les allocations.

Le sénateur Pearson: Oui.

Le président: Poursuivez, monsieur McQueen.

M. McQueen: Je regrette de n'avoir pas tenu la promesse d'être bref que j'avais donnée ce matin. Permettez-moi d'aborder une autre question majeure que nous sommes convenus de n'examiner qu'aujourd'hui. C'est le problème qu'on appelle le subventionnement des industries à bas salaires. Un problème mis au jour dans la discussion sur les statistiques, dont il ressort qu'une partie considérable de nos pauvres sont des salariés ne gagnant pas assez pour dépasser le niveau de la pauvreté.

Ici encore, voici une question à propos de laquelle il importe beaucoup de se garder d'être trop tranchant. Il faut par-dessus tout se concentrer sur le bien-être des gens eux-mêmes, et ce qu'on peut faire pour les élever au-dessus du niveau de la pauvreté.

Il faut se rappeler que ces gagne-petit nous éclairent sur notre économie, sur l'aptitude à gagner de l'argent qu'ils ont reçue du régime. Ce qui importe à long terme, c'est de les tirer de la pauvreté, de manière qu'ils puissent entrer dans le courant principal de l'économie et s'y maintenir.

On a suggéré plusieurs solutions rapides au problème des salariés pauvres. L'une serait de majorer le salaire minimum, un point. De majorer le salaire minimum jusqu'au degré correspondant à la pauvreté, et cela devrait régler la situation. Néanmoins, bien que les raccords dans le système soient assez lâches pour que nombre des industries qui emploient ces gens puissent de quelque façon améliorer leur efficacité et payer des salaires plus élevés